



Paris, le 30 avril 2008

COMMUNIQUE DE PRESSE

REPRIMER N'EST NI PREVENIR NI SOIGNER

En amont du Teknival du 1^{er} mai, Médecins du Monde, l'Association Française de Réduction des Risques (AFR), l'Association Nationale des Intervenants en Toxicomanie (ANIT) et AIDES, s'inquiètent de la nouvelle politique envers les usagers de drogues et de l'absence d'initiative des décideurs en matière d'innovation des pratiques et des outils de réduction des risques.

MdM, l'AFR, l'ANIT et AIDES déplorent l'insuffisance de concertation avec les pouvoirs publics sur l'organisation du teknival du 1^{er} mai 2008 et s'inquiètent des conséquences sanitaires de cette carence. Un événement d'une telle ampleur entraîne des risques importants pour la sécurité et la santé des participants. La présence d'équipes de secours, de circuits d'évacuation ou encore d'approvisionnement en eau et leur bonne coordination sont autant de facteurs qui ne peuvent pas être négligés lors de ces rassemblements.

MdM, l'AFR, l'ANIT et AIDES rappellent qu'un événement non accompagné et sans concertation suffisante préalable majore les risques et met en danger les personnes.

Au-delà, MdM, l'AFR, l'ANIT et AIDES s'inquiètent d'un repli global des moyens et des autorisations délivrés par les pouvoirs publics dans le champ médico-psycho-social et de la Réduction des Risques liés à l'usage de drogues.

Cette politique de réduction des risques a fait ses preuves en France et a permis d'affaiblir de façon spectaculaire la dissémination du VIH/Sida, de réduire les overdoses et de diminuer la consommation de drogues par injection. Elle a aussi permis d'améliorer considérablement l'insertion sociale des usagers de drogue. La seule stratégie qui ait favorisé la diminution de la consommation d'héroïne en France et qui s'est révélée efficace face au trafic, n'a pas été répressive, mais a reposé sur l'accès à la prévention, aux soins et aux médicaments de substitution. Il ne faut pas détruire une politique de santé déjà fragile à laquelle les associations travaillent pas à pas depuis deux décennies.

L'abandon de toute ou partie de cette politique serait une grave régression. Assurer une fausse sécurité, négliger la réduction des risques, réduire l'accès aux soins et de fait, l'insertion sociale, ramènerait la France vingt ans en arrière. Au contraire, il faut continuer de développer et d'évaluer de nouvelles mesures, de nouveaux traitements et de nouvelles prises en charge psychosociales.

Depuis 1997, de nombreuses associations interviennent dans l'espace festif et de nombreuses avancées ont été constatées. Pourtant, à l'image du travail de nos voisins européens, trois objectifs restent encore à atteindre :

- le développement de la recherche clinique sur les usages de drogues de synthèse,
- l'évaluation du dispositif global d'analyse des drogues,
- la promotion d'actions innovantes pour lutter contre l'épidémie d'hépatite C.

MdM, l'AFR, l'ANIT et AIDES demandent un engagement réel en matière de recherche et d'évaluation dans le champ de la Réduction des Risques ainsi que l'intégration au nouveau plan de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie (MILDT) de l'ensemble des principes de la Réduction des Risques.

Contacts Presse Médecins du Monde:

Florence Priolet

Tél : 01 44 92 14 31 – 06 09 17 35 59

www.medecinsdumonde.org